

comparaître devant ce comité. Dans ces circonstances, je serais tenté de faire moi-même la même chose. Voilà pourquoi le comité a piétiné. Le ministre s'est moqué de nous, membres du parti conservateur, parce que nous proposons un blocage. Il l'a appelé contrôle. Il a dit que les Canadiens n'étaient pas prêts pour les contrôles et il nous a sévèrement critiqués pour vouloir semer la zizanie. C'est de la pure hypocrisie politique. Qu'est donc une commission de révision, si elle a un pouvoir et prend quelque mesure que ce soit, si ce n'est pas un contrôle.

Le fait le plus clair est que le ministre ne comprend pas les agriculteurs. Il dit que la future commission de révision des prix sera un contrôle, mais seulement sur l'alimentation. Le gel des salaires et des prix que nous avons recommandé n'aura pas lieu. Cela signifie qu'il retombera directement sur le producteur primaire. En fait, il dit que le gouvernement demandera aux agriculteurs d'endosser le coût élevé de l'alimentation.

Le ministre a continué en disant qu'il allait présenter, pour étude, ce rapport provisoire au cabinet. Mais nulle part on y trouve l'idée de contrôler l'augmentation du coût de la vie. Voilà ce qui intéresse le consommateur et voilà ce qui intéresse notre parti. Les députés d'en face se moquent du gel qu'a proposé notre parti. Pour eux, c'est une mesure risible. Les députés du Nouveau parti démocratique ne sont pas favorables à un gel et ils citent, en exemple, les États-Unis. Monsieur l'Orateur, j'aimerais citer l'exemple des États-Unis car ce gel de 90 jours y a empêché l'escalade du coût de la vie d'être, en un an trois fois celle du Canada, si bien qu'elle est tombée à deux tiers de celle du Canada.

M. Gray: Qu'est-il arrivé après?

M. Danforth: Je parle d'aujourd'hui, alors qu'il n'y que les deux tiers de l'augmentation au Canada. Le NPD, par l'intermédiaire de son porte-parole, la représentante de Vancouver-Kingsway (M^{me} MacInnis), a ridiculisé la question du contrôle. Ne se préoccupe-t-elle pas du consommateur? Les chiffres réels indiquent que les mesures prises par le gouvernement américain ont abouti à une épargne considérable pour chaque maîtresse de maison américaine. Voilà pour moi ce qu'il faut faire, et c'est cela qui m'intéresse.

Nous discutons ici de l'établissement d'une commission de révision des prix. Nous avons eu une grande quantité de commissions de révision dans notre pays. Je suis bien placé pour le savoir. Nous avons eu des problèmes avec les tarifs. Nous avons des commissions pour déterminer si l'importation d'un article a fait du tort à l'industrie canadienne. Mais savez-vous combien de temps cela prend à ces commissions avant de déposer leur rapport? Cela peut prendre entre 13 et 18 mois. S'il faut que nous ayons une commission de révision des prix de l'alimentation qui prendra 18 mois avant de faire une recommandation au gouvernement et que le gouvernement prenne le temps d'étudier cette recommandation, le coût des denrées alimentaires sera devenu prohibitif avant qu'une mesure quelconque ait été prise.

Sa représentante a parlé contre un blocage des prix et elle a dit qu'elle ne croit pas en la persuasion morale. Mais elle a parlé d'un contrôle par l'État. Elle a dit que le gouvernement devrait réduire les prix des denrées alimentaires, ce qui est un contrôle par l'État, et fournir des subsides aux agriculteurs avec l'argent des contribuables. Monsieur l'Orateur, les agriculteurs ne veulent pas de subsides. Tout ce qu'ils veulent, c'est un juste revenu pour la vente de leurs produits. Elle a aussi déclaré que nous

Prix de l'alimentation

devrions accorder des subsides aux économiquement faibles afin qu'ils puissent acheter de meilleures denrées et être mieux nourris. C'est une suggestion louable mais, de nouveau, monsieur l'Orateur, on puiserait dans les deniers publics. Notre politique est que nous devrions diminuer les impôts. Laissons travailler ces gens afin qu'ils puissent acheter leur propre nourriture et faire leur propre choix. Nous n'avons pas besoin d'un État socialiste où toute initiative est étouffée.

La représentante a dit aussi que nous ne devons pas toucher aux salaires. Ce point m'intéresse. Quel rôle jouent les salaires? Ils peuvent être un facteur de multiplication. S'il y a une hausse de salaire de 10 ou de 5 p. 100 dans l'industrie de fabrication des tracteurs, on fait porter le poids de la hausse à l'agriculteur qui n'a d'autre moyen d'y parer qu'avec la vente de ses produits. S'il y a une hausse des salaires dans l'industrie de fabrication des containers pour produits alimentaires, cette hausse se traduira dans une augmentation des prix de l'alimentation. La hausse du salaire du directeur d'une chaîne d'alimentation se reflète dans le prix à la consommation; chaque fois que les cheminots obtiennent une augmentation, les frais de transport augmentent et l'alimentation s'en ressent. On fait porter les frais additionnels au consommateur. Je ne dis pas que cela soit injustifié ou mal, mais, à mon avis, nous devrions chercher à aller au fond de l'affaire.

• (1750)

J'ai été déçu au comité des témoignages du Congrès du travail du Canada, qui ne justifiaient pas le rôle que jouent les salaires dans le coût de l'alimentation. Monsieur l'Orateur, le comité avait pour mandat d'enquêter sur les tendances des prix de l'alimentation. Une étude juste et équitable devait en rechercher les raisons fondamentales. Il me semble que bien des membres du comité sont d'avis que pour juger de ce qui se passe vraiment, il nous faudrait des renseignements pertinents et plus nombreux. Je pense que la seule façon d'y parvenir est de choisir un groupe quelconque des denrées essentielles qu'utilise la ménagère et d'expédier un questionnaire à tous ceux que l'alimentation touche de près ou de loin, du producteur primaire au consommateur. Il faudrait poser des questions pertinentes et simples, comme celles-ci: Combien vous en coûte-t-il pour conditionner les denrées alimentaires ou les transformer partiellement, pour fournir des services—quel est votre prix de vente lorsque vous y incluez ces coûts? Faites-nous connaître votre apport afin que nous puissions déterminer le rôle que vous jouez dans la filière alimentaire.

La filière alimentaire est une affaire très compliquée, monsieur l'Orateur. Il est absolument ridicule qu'un comité parlementaire puisse songer à l'examiner en deux séances chaque semaine durant une période de deux mois et je crois que chaque membre s'en est rendu compte à notre première séance. Voilà pourquoi, nous n'avons rien accompli. Je ne peux pas appuyer le rapport provisoire, car je ne crois pas que nous ayons fait le travail que nous étions chargé d'exécuter. Il ne s'agit que d'un rapport provisoire, mais en se fondant sur ce rapport même, le gouvernement est disposé à agir.

Des voix: Bravo!

M. Danforth: Le rapport provisoire signale que les membres du comité ne sont pas convaincus de connaître les solutions. Il présente des recommandations secondaires et temporaires qui ne sont pas des solutions. Si elles le sont, le comité est ridicule. Il n'y a aucun député, monsieur